



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

ordre professionnel

Question écrite n° 24378

Texte de la question

M. Frédéric Cuvillier attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur les problèmes posés par la mise en place de l'ordre national des infirmiers, institué par la loi du 21 décembre 2006 et les décrets du 13 août 2007. Les infirmiers et infirmières salariés expriment en effet de nombreuses protestations au sujet de l'application de ces nouvelles mesures. Diplômés d'État, ils ont suivi une formation durant plusieurs années qui leur permet d'exercer selon les règles inscrites dans le code de la santé publique, qui par ailleurs précise les contours de cette profession, les domaines de compétence, ainsi que les conditions déontologiques requises. Par conséquent, ces professionnels salariés estiment que l'instauration d'une structure ordinaire n'est pas fondée, ni justifiée, d'autant que la création de cet ordre revient à faire payer les infirmiers et infirmières salariés pour pouvoir exercer leur métier. Afin de porter leurs revendications, ces professionnels salariés envisagent de ne pas s'acquitter de leurs cotisations, ce qui les placeraient, ainsi que leurs employeurs, dans une situation juridique difficile au regard de la nouvelle réglementation. Aussi, il la remercie de bien vouloir lui indiquer les intentions du Gouvernement sur ce problème, alors que l'application en l'état de ces mesures fait courir un risque quant au climat social dans le monde de la santé.

Texte de la réponse

Instauré par la loi n° 2006-1668 du 21 décembre 2006, l'ordre professionnel des infirmiers groupe obligatoirement tous les infirmiers habilités à exercer leur profession en France, à l'exception de ceux régis par le statut général des militaires. Chargé d'une mission de service public, l'ordre assure la défense et la promotion de toute la profession infirmière quel que soit le mode d'exercice des professionnels. Véritable structure au service de la profession infirmière mais également des usagers, l'ordre dispose d'un champ d'action important. Il étudie notamment les projets ou questions qui lui sont soumises par le ministre chargé de la santé concernant l'exercice de la profession. Il participe également au suivi de la démographie infirmière. Il a en outre, en lien avec la Haute Autorité de santé, un rôle à jouer dans la définition des recommandations ainsi que dans l'évaluation des pratiques professionnelles. Il organise la profession dans le cadre d'une mission de service public que l'État lui a déléguée. Ainsi, les missions confiées à l'ordre national des infirmiers et les règles préexistantes pouvant régir la profession n'ont pas vocation à se chevaucher mais à se compléter afin d'assurer de manière plus cohérente et efficace la promotion et la défense de l'ensemble de la profession infirmière. Une cotisation ordinaire fixée annuellement par le Conseil national de l'ordre, obligatoirement versée par chaque personne physique ou morale inscrite au tableau de l'ordre, est prévue afin de permettre à l'ordre d'assumer son fonctionnement et de garantir son indépendance. Cette cotisation est ainsi un préalable indispensable à l'accomplissement effectif des missions confiées à l'ordre. Conscient des craintes liées au montant de la cotisation, le ministère chargé de la santé réfléchit à des solutions dont il conviendra de discuter avec les professionnels afin que, le moment venu, ce montant reste dans des limites raisonnables.

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Cuvillier](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 24378

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Santé, jeunesse, sports et vie associative

Ministère attributaire : Santé, jeunesse, sports et vie associative

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 3 juin 2008, page 4615

Réponse publiée le : 6 janvier 2009, page 131